

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE NOBLAT

Le vingt sept décembre deux mille dix, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en session ordinaire à Saint-Léonard de Noblat, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude LEBLOIS.

Date de convocation du Conseil Communautaire : 21/12/2010

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 27

**PRESENTS :** Jean-Claude LEBLOIS, Arlette DEMAR, Eric RIBIERE, Hervé VALADAS, Henri PALA, Gérard BEAUBIER, Bernard DUMONT, Alain FAUCHER, Gérard BARRAUD, Dominique DUNAUD, Martine TANDEAU DE MARSAC, Michelle MONDIT, Bernard POUSSIN, Valérie GIROIR, Alexandre MAZIN, Christine RIFFAUD, Philippe VAN ROOIJ, Jean-Pierre ESTRADE, Jean-Pierre MORLON.

**EXCUSES :** Béatrice DUFOUR, Nadine MAGY, Monique REIX-BUSSY, Daniel CADET, Patrick DESCHARLES, Dominique GILLES, Emmanuel POISSON (a donné procuration à Christine RFFAUD), Philippe STEYAERT.

Alexandre MAZIN a été élu secrétaire de séance.

## 2010 – 108 : PETITE ENFANCE – MODE DE GESTION

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'Arrêté Préfectoral 2004-976 du 04 juin 2004 portant création de la Communauté de Communes de Noblat

**Vu** l'Arrêté Préfectoral 2010-2369 du 17 décembre 2010 portant modification des statuts de la Communauté de Communes de Noblat

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales

**Vu** la délibération 2010-107 approuvant la création du service intercommunal de la petite enfance

Monsieur le Président les statuts de la Communauté de Communes de Noblat ont été modifiés par Arrêté Préfectoral 2010-2363 du 16 décembre 2010 autorisant le transfert de compétence « petite enfance » à la Communauté de Communes de Noblat.

Monsieur le Président expose que le Code Général des Collectivités Territoriales précise, dans son article L2221-2, que « Les communes et les syndicats de communes peuvent exploiter directement des services d'intérêt public à caractère administratif pour lesquels un statut d'établissement public spécifique n'est pas imposé » et que l'article L2221-3 impose que « Les conseils municipaux déterminent les services dont ils se proposent d'assurer l'exploitation en régie et arrêtent les dispositions qui doivent figurer dans le règlement intérieur de ces services ». De plus, l'article L. 1412-2 stipule que « ... les établissements publics de coopération intercommunale ... peuvent individualiser la gestion d'un service public administratif relevant de leur compétence par la création d'une régie » et que ce service administratif peut être géré par une régie dotée de la seule autonomie financière (article L. 2221-4 du CGCT).

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire que le service intercommunal de la petite enfance soit géré en régie dotée de l'autonomie financière.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré par  
20 voix pour, 0 contre et 0 abstention

**Décide** que le service intercommunal de la petite enfance est géré directement, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, par la Communauté de Communes de Noblat

**Décide** que le service intercommunal de la petite enfance est un Service Public Administratif

**Décide** que le type de régie est une régie dotée de la seule autonomie financière.

Fait et délibéré à Saint Léonard de Noblat les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme.

Le 28 décembre 2010

Certifié exécutoire

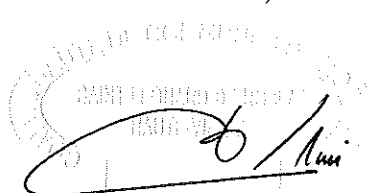
Reçu à la Préfecture

Le :

Publié ou notifié

Le :

Le Président,



Jean-Claude LEBLOIS

**Accusé de réception préfecture**

Objet de l'acte : Petite enfance - Mode de gestion

Date de transmission de l'acte : 28/12/2010

Date de réception de l'accusé de réception : 28/12/2010

Numéro de l'acte : 2010-108 ( voir l'acte associé )

Identifiant unique de l'acte : 087-248719361-20101227-2010-108-DE

Date de décision : 27/12/2010

Acte transmis par : Jean-Claude LEBLOIS

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de compétences par themes  
8.2. Aide sociale